



ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

Relations entre la France et l'Algérie

Question au Gouvernement n° 1478

Texte de la question

RELATIONS ENTRE LA FRANCE ET L'ALGÉRIE

Mme la présidente . La parole est à Mme Hanane Mansouri.

Mme Hanane Mansouri . Hier, le président de la République, en déplacement dans l'Ariège, s'est une nouvelle fois illustré par des propos méprisants envers une partie de la classe politique mais surtout envers une immense partie des Français lassés d'être humiliés par le régime algérien. Il a également dénoncé un système de santé qui « marche sur la tête ».

En réalité, depuis neuf ans, il n'a rien fait pour changer ce système. Avant de faciliter l'arrivée de médecins étrangers, stoppons ce système français qui s'avère limitatif pour les étudiants.

Le président tente d'essentialiser la question algérienne en la réduisant à la présence de médecins algériens en France et en nous traitant de « mabouls » – un mot gratifiant venant de lui, sachant qu'Édouard Philippe et Bruno Retailleau, chefs de partis issus de sa majorité, ont voté la proposition de résolution du Rassemblement national dénonçant les accords de 1968. (*Applaudissements sur les bancs des groupes UDR et RN.*)

Il utilise le même argument que pour l'immigration économique. Depuis quarante ans, on nous dit qu'il faut faire venir de la main-d'œuvre étrangère pour les métiers en tension. Pourtant, aucun de ces secteurs n'a été durablement soulagé.

Enfin, ne parlons surtout pas des milliers d'OQTF non exécutées et qui visaient des Algériens – dont certains sont délinquants ou criminels – ni des attaques constantes de l'État algérien envers la France.

Face à tout cela, le président s'écrase. Il tolère qu'un de nos compatriotes, Christophe Gleizes, soit détenu, comme il a toléré récemment la détention de Boualem Sansal, dont la libération ne doit rien à l'action présidentielle.

Non, monsieur le premier ministre, nous ne voulons de guerre avec personne. En revanche, nous voulons un État fort, qui se respecte et se fasse respecter, pas un président qui joue au docteur Maboul – pour reprendre ses mots.

Monsieur le premier ministre, quand le président de la République s'occupera-t-il correctement de nos relations internationales, dernière prérogative qui lui reste ? (*Applaudissements sur les bancs des groupes UDR et RN.*)

M. Sylvain Maillard . Quelle honte !

Mme la présidente . La parole est à M. le ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

M. Jean-Noël Barrot, *ministre de l'Europe et des affaires étrangères* . À de nombreuses reprises, vous avez appelé à rompre définitivement tout dialogue avec l'Algérie et à bloquer l'immigration algérienne.

M. Laurent Jacobelli . Oui, et c'est bien !

M. Jean-Noël Barrot, *ministre* . Si nous avons suivi vos prescriptions, le président de la République aurait rencontré hier en Ariège des médecins qui lui auraient expliqué qu'ils ne sont pas en mesure d'exercer leur mission de service public et qu'il n'est pas possible d'étendre l'accès à la santé dans ces territoires qui manquent de médecins. C'est un fait – vous-même êtes élue d'un territoire rural. Si la solution que vous proposez était la bonne pour défendre les intérêts de la France et des Français, ça se saurait.

En vérité, le gouvernement, sous l'autorité du premier ministre, a une seule boussole : défendre les intérêts de la France et des Français.

M. Emeric Salmon . Vous vous y prenez mal !

M. Jean-Noël Barrot, *ministre* . Cette mission, s'agissant de l'Algérie, passe nécessairement – aussi bien pour les questions sécuritaires, migratoires et économiques – par un dialogue très exigeant...

M. Laurent Jacobelli . Quelle blague !

M. Jean-Noël Barrot, *ministre*pour obtenir des résultats.

Cette méthode fonctionne. Après le déplacement du ministre de l'intérieur, la France et l'Algérie coopèrent de nouveau sur le plan migratoire et sécuritaire, alors que le blocage était total depuis un an. Nous observons de premiers résultats, qui doivent être consolidés.

Bien sûr, la situation n'est pas encore satisfaisante, il faut aller beaucoup plus loin et nous restons mobilisés pour obtenir la libération définitive de notre compatriote Christophe Gleizes.

En revanche, faire croire aux Françaises et aux Français que l'on peut obtenir des résultats en rompant définitivement le dialogue avec les pays qui nous entourent et en lançant des invectives, c'est soit de l'aveuglement soit de la démagogie.

Mme la présidente . La parole est à Mme Hanane Mansouri.

Mme Hanane Mansouri . Si le gouvernement algérien nous envoyait uniquement des médecins, ça se saurait. Renvoyez les OQTF délinquants et criminels – ainsi, vous ferez preuve de fermeté. (*Applaudissements sur plusieurs bancs des groupes UDR et RN.*)

Données clés

Auteur : [Mme Hanane Mansouri](#)

Circonscription : Isère (8^e circonscription) - Union des droites pour la République

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1478

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : Europe et affaires étrangères

Ministère attributaire : Europe et affaires étrangères

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 29 avril 2026

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 29 avril 2026